

Edito

Ça bouillonne !

Deux forums locaux sociaux en octobre dernier et ça continue ! " Aux Mureaux, il faut compter avec le FSL ! " annonce Fabienne. Le Collectif Solidarité Santé Soins continue la lutte pour la santé, explique Lucette, et Jacques-Claude renchérit en proposant une action car attention si le Gouvernement amuse la galerie avec des grands rapports et des grandes lois, pendant ce temps il sape la couverture sociale par petites touches, écrit-il. Le collectif " les neuf de Guyancourt ", c'est le soutien aux neuf de la Conf', explique Guy, car en visant ces responsables nationaux le pouvoir veut briser ce syndicat agricole et, il ajoute, même s'ils ont mené une action illégale, leur action est légitime ! Le collectif pour la famille Keita, c'est barrer la route à la politique du maire de Poissy qui est simple : " la casse du logement social et la chasse aux pauvres ! " et Jean reste calme quand il dit cela.

Ça bouge du côté de Houilles ! Ça va chauffer à Mantes !

Attac lance une grande réflexion : Quelle nouvelle dynamique pour Attac ? Ouais, à Attac Yvelines Nord, ça bouge tellement qu'on n'a pas le temps de réfléchir ! Bof ! Ne vous en faites pas, on va s'y mettre !

Michel Pelloie



Dans ce numéro...

Edito	
Soutien aux neuf de la Conf'	1
Collectif Solidarité Santé Soins	1
Collectif de soutien à la famille Keita	1
Santé : proposition d'action	2,3
Lepénisation des esprits !	3
Le F.S.L. Les Mureaux permanent	4
Une Victoire du CAPUI	4
Le groupe de Houilles	4
Le Pacte de Genève	4

Comité de rédaction

Michel Pelloie	01 39 58 66 67
Gerty Krzywkowski	01 39 73 76 26
Annette Blampin	01 34 51 06 73
Jean Chaudieu	01 34 51 48 45

Site : www.local.attac.org/78/

78 Nord passe à l'Attac

ATTAC 78 NORD N° 15 février 2004

Collectif de soutien aux neuf de la Conf'

C'est une lutte contre la mondialisation libérale !

Il y avait la télé et les RG. Ils étaient plus de cinquante et avaient débarqué en bus à Guyancourt, le 22 juillet dernier, pour s'attaquer à une parcelle de maïs génétiquement modifié. Il s'agissait de "castrer" les plants en arrachant leurs fleurs, ce qui rendait la parcelle inexploitable. "Ce n'était pas une parcelle destinée à la recherche, raconte un militant. Là, on en était à la dernière étape avant l'homologation de la semence. Nous avons estimé qu'il y avait urgence à décontaminer le secteur et à rappeler aux organismes publics qu'ils devaient tenir compte de l'opinion publique, majoritairement opposée à voir des OGM dans son assiette."

Même si on veut les faire passer pour des délinquants qui ne respectent pas la loi, leur action est légitime car ces mili-

Collectif de soutien à la famille Keita expulsée

Poissy, La Coudraie, le 9 octobre 2003, la famille Keita est expulsée." Vous avez vingt minutes pour récupérer vos affaires ! " Une famille est dispersée ! Déménagement des meubles et de tout le reste, le 30 octobre au matin, sous la haute protection de la police, plus de policiers que de témoins outrés. Un policier à un jeune : " Tu n'as rien à faire dehors ! " et fait mine de le raccompagner chez ses parents. Un des enfants veut récupérer ses chaussures : " Tu n'as pas le droit ! " Niama Keita se présente le 8 décembre avec un camion à l'entrepôt pour récupérer ses meubles et toutes ses affaires. Les meubles démontés en force sont tous cassés, même la parabole arrachée du balcon n'a pas résisté. Tout est à jeter à la benne. Coût pour M. Keita : 400 €.

Merci France Habitation, le bailleur, la famille Keita à la date de l'expulsion n'avait plus aucune dette. Le jugement datait de 1987. Audience au tribunal de

tants veulent faire savoir à la population ce qui est en train de se passer derrière leur dos en matière d'OGM. Ils veulent l'ouverture d'un débat démocratique quand le pouvoir politique agit confidentiellement pour autoriser les compagnies internationales et des organismes de recherche à polluer l'environnement en disséminant des OGM. Ils répondent ainsi à une grande inquiétude de la population qui ne veut pas d'OGM dans son assiette

De plus, " il y a une volonté délibérée de briser la Confédération paysanne en la tapant au portefeuille " estime Nicolas Duntze, l'un des neuf.

Dans cette bataille, le comité de soutien créé en janvier va aider les " neuf de Guyancourt " à passer ce cap délicat. D'ores et déjà, il a prévu d'organiser forums et débats anti-OGM dans le département, en attendant d'être fixé sur une date de procès.

Pour soutenir cette action, contacter Guy Leroy 01 34 75 31 62

Versailles le 20 janvier. France Habitation ne se présente pas. Nombreux témoignages. Le juge est troublé et reporte l'audience au 17 février.

Un collectif de plus de douze associations, syndicats et partis soutient la famille Keita, rencontre avec le sous préfet de Saint Germain, soutien à l'audience, conférence de presse. Une proposition de logement pourrait être faite aux Mureaux.

Le pire est à venir. La Coudraie doit être vidée de ses habitants. Actuellement 300 logements vides sur 600 et plus de 17000 demandeurs dans les Yvelines qui attendent une proposition La casse du logement social et la chasse aux pauvres, c'est la politique du maire de Poissy Masdeus Asrus qui applique les orientations du gouvernement de libéraliser le logement social. C'est simple : expulser, virer les familles, détruire les logements, ne pas reloger !

Pour la collecte de fonds et soutenir le collectif : contacter Jean Lubin. .1

C3S Collectif Solidarité Santé Soins

A qui faire croire que le transfert de la maternité de l'hôpital de Saint Germain aux cliniques Louis XIV et Marie-Thérèse n'est pas une privatisation ?

Ces deux cliniques privées viennent sur le site de l'hôpital, dans les locaux laissés vacants par l'hôpital public. Elles utiliseront les plateaux techniques de l'hôpital.

Ces deux cliniques vont pouvoir attendre ainsi, la construction de locaux neufs sur le site de l'hôpital, financée par le Fonds d'investissement hospitalier.

C'est parce qu'il faut agir maintenant, et non plus seulement informer, que le Collectif Solidarité Santé Soins a été créé. Cette création fait suite au colloque organisé le 22 novembre par les comités locaux d'ATTAC, la LDH et les VERTS (ce colloque a réuni environ 230 personnes au cours des trois tables rondes d'information sur le plan hôpital 2007, les conséquences locales pour les professionnels de santé et les usagers).

Le " Collectif Solidarité Santé Soins " ou " C3S " a pour but de :

- développer l'accès aux soins pour tous
- refuser la marchandisation de la santé
- lutter contre le détournement des fonds publics
- lutter contre tous projets visant à dégager des profits, sur les personnes malades utilisant les services de santé publique
- exiger la transparence des décisions et favoriser le développement de la démocratie en matière de santé
- informer sur les choix politiques en matière de santé
- soutenir une sécurité sociale solidaire.

L'association se compose de toutes personnes morales représentatives de la vie associative, politique et syndicale qui partagent les buts de l'association.

Ce collectif sera présent pour continuer à défendre l'hôpital public,

vérifier dans quelles conditions les cliniques assureront le service public qu'elles se sont engagées à assurer.

Nous voulons défendre le service public de l'hôpital local, mais au delà, nous voulons informer sur les choix faits, les alternatives possibles dans l'organisation des soins.

La réforme de la sécurité sociale serait imposée sans discussion parlementaire, par ordonnance en juillet, c'est dire l'importance de l'information sur les choix politiques en matière de santé. A l'heure de la remise en cause de l'Aide Médicale d'Etat, de l'arrêt de prise en charge à 100% des soins en rapport avec une opération, il est essentiel de défendre la notion de solidarité sans laquelle il ne peut pas y avoir de service de soins cohérent, juste et efficace.

La première assemblée générale est prévue début mars. Pour tout renseignement contacter le comité local ATTAC 78 Nord.

Lucette Guibert

Proposition d'action pouvant déboucher sur une pétition nationale " régionalisée " à envoyer aux députés et aux candidats aux élections régionales.

Santé : Le Gouvernement amuse la galerie avec des grands rapports et des grandes lois, mais pendant ce temps il sape la couverture sociale par petites touches. En matière de gestion du système et de contrôle citoyen sur celui-ci, il pourrait, par exemple, " refilet " la gestion de la pénurie au niveau régional sans permettre pour autant la possibilité de contrôle à cet échelon.

Le rapport du Haut Conseil sur la Sécurité Sociale vient d'être publié, le Projet de Loi sur la Santé Publique va passer en deuxième lecture devant l'Assemblée Nationale, la campagne et les élections pour les régionales vont avoir lieu dans les semaines qui viennent.

Sachant que nous ne sommes pas naïfs au point de croire que le gouvernement actuel a un comportement incohérent en discutant en ordre dispersé de textes divers ou en faisant voter séparément des lois qui

devraient être très étroitement reliées les unes aux autres (hôpital 2007, financement pour 2004, Santé Publique 2004 / 2008, etc. ...), et qu'il y a donc une logique derrière toute cette activité s'attaquant par étapes et selon des angles différents à notre système de santé actuel, nous devons répliquer en montrant la cohérence de tous ces projets en reliant tous les aspects du sujet.

Après le problème du financement de la sécurité sociale (cotisations, CSG, panier de soins, ticket modérateur, réduction de la couverture d'une manière générale), la réorganisation de notre système de santé sans contrôle citoyen et en particulier sa régionalisation, sont au coeur du débat.

M. Bouton, PDG de la Société Générale, dans ses 13 propositions ultra libérales pour réformer la sécurité sociale, publiées il y a peu dans le journal Le Monde, recommandait de retirer la présidence des établissements hospitaliers aux élus locaux qui l'assurent actuellement... Même si l'on sait que ces pouvoirs de présidence sont très limités et qu'en fait ils se réduisent presque à la faculté de convoquer le conseil d'administration de cet établissement, on peut considérer qu'il représente, de fait, tous les assurés sociaux (et les malades) de leur circonscription, et que cette représentation devrait plutôt être renforcée par divers moyens, que supprimée ! ...

Tous les textes et projets de loi récents sur la sécurité sociale et la santé mettent l'accent sur la régionalisation.

C'est le cas en particulier du Projet de Loi pour la Santé Publique 2004 / 2008, un texte très important, mais qui a été occulté par le débat sur l'exercice de la psychothérapie. En effet, il a été beaucoup question de ce Projet de Loi à cause de " l'amendement Accoyer " sur l'organisation de l'exercice de la psychothérapie, mais il mérite une bien plus grande attention dans le contexte du débat à venir sur la "réforme de la Sécurité Sociale" avec la publication du Rapport du Haut Conseil de la Sécurité Sociale le 23 Janvier.

Il comprend deux " gros morceaux " : ce que l'on trouve sous l'intitulé de " Rapport d'objectifs" et "Plans Nationaux", détaillés dans un Rapport Annexe (on peut même trouver un ensemble de monographies se rattachant à la centaine d'objectifs retenus, sur le site du Ministère) et tout un ensemble de dispositions que l'on pourrait considérer comme devant concourir à la réalisation de ces objectifs.

Parmi celles-ci, la création d'un Haut Conseil de la Santé Publique et d'une Conférence Nationale de Santé Publique, par la fusion d'organismes existants.

Une nouvelle organisation régionale (Conférence Régionale de Santé Publique et Groupement Régional de Santé Publique / GRSP) est mise en place. Cette organisation peut se faire sous forme de Groupement d'Intérêt Public (une personne morale de droit public, dotée de l'autonomie administrative et financière, entre : L'Etat et des établissements publics de l'Etat intervenant dans le domaine de la santé publique, L'agence régionale de l'hospitalisation, la région, les départements, communes ou groupements de communes, lorsqu'ils souhaitent participer aux actions du groupement, l'union régionale des caisses d'assurance maladie et la caisse régionale d'assurance maladie). Avec, comme perspective éventuelle, la création d'une Agence Régionale de Santé (ARS), qui "coifferait", entre autres, les Agences Régionales de l'Hospitalisation (ARH) actuelles.

Il est donc proposé d'adresser une lettre aux députés et aux candidats aux élections régionales pour leur demander :

De la cohérence, de la clarté et de la vigueur dans l'action publique en matière de Santé ; quel avenir pour la Sécurité Sociale, quelle politique de Santé Publique, quel contrôle citoyen et quel rôle donner à la Région en la matière, pas seulement celui de gérer la pénurie sans moyens ?

De prendre l'engagement de rétablir un véritable contrôle citoyen sur le Système de Santé français, tant à l'échelon national que régional et local.

Jacques-Claude Rennesson

Droit de réponse à l'article du FN dans le journal municipal des Mureaux : " Lepénisation des esprits "

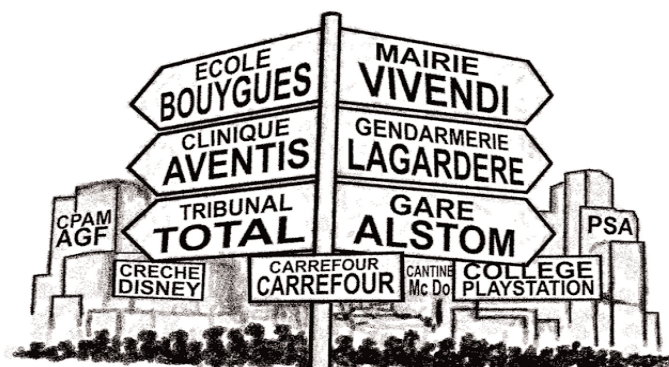
Lepénisation Manipulation des esprits "

Le Forum Social Local des Mureaux / Val de Seine a organisé deux réunions publiques d'information sur les dangers de l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services), le 10 octobre à Aubergenville et le 14 décembre 2003 aux Mureaux. Celles-ci ont été déterminantes dans la démarche des élus à mettre au vote une motion déclarant leur territoire hors AGCS au Conseil Municipal du 18 décembre. Contrairement aux propos tenus par M. d'André (FN) dans le n° 25 du Journal des Mureaux, à aucun moment il n'a été question, au cours de ces réunions, de remettre en cause l'ouverture des frontières, mais de débattre autour de l'urgence de protéger les services publics, et la notion de solidarité sous-jacente, du marchandage opaque imposé par l'OMC à travers l'AGCS. Plus globalement, il s'agit d'exiger des institutions plus de démocratie et de transparence et de mettre en place des réglementations fortes visant à protéger les richesses culturelles, naturelles et sociales de l'humanité, face au culte néo-libéral destructeur. Celui-ci, exclusivement tourné sur le commerce et la finance (" libre "-échange et croissance aveugle pour le profit de quelques-uns), est en grande part responsable de l'accroissement planétaire de la misère, des inégalités, et de l'intolérance : Dogme propagé par des médias acquis, et imposé par des gouvernements de plus en plus complices, anti-démocratiques et policiers. Ce combat altermondialiste est on ne

peut plus à l'opposé des intentions rétrogrades de repli ultra-sécuritaire défendues par le FN depuis 30 ans. Depuis quand le FN veut-il sauver les services publics, alors qu'il parle de supprimer les impôts (dont on voit, aujourd'hui déjà, les ravages d'une baisse amorcée au profit des plus riches !) ? Depuis quand le FN prêche-t-il la solidarité alors que son discours transpire la haine, le rejet et l'exclusion ? Sous couvert d'une perversion de la communication, la prétendue " lepénisation des esprits " de M. d'André (qui prend ses désirs pour des réalités), n'est autre qu'une perfide tentative de récupération d'un combat qui lui est étranger, doublé d'un amalgame politique de bas étage à des fins de gesticulations politiciennes.

L'exemple même d'une sournoise "manipulation des esprits", dont nous ne sommes pas dupes ! D'ailleurs, sur les quelques 300 collectivités locales déclarées hors AGCS, nous n'avons pas connaissance qu'une seule l'ait été à l'initiative du FN ! Et pour cause ! Pour obtenir ce résultat, seul le travail de terrain d'information et de mobilisation des militants d'associations comme Attac et des FSL a permis un début de prise de conscience des dangers de l'AGCS... y compris parmi la classe politique. Ce combat contre l'AGCS n'a jamais été celui du FN, c'est celui de la démocratie. D'une démocratie encore vivante. Celle des citoyens et des citoyennes qui réagissent. Une démocratie que par dessus tout souhaiterait étouffer le Front national.

FSL Les Mureaux / Val de Seine



Le FSL Les Mureaux Val de Seine devient permanent !

La premier FSL Les Mureaux -Val de Seine qui s'est tenu du 8 au 14 Octobre 2003 a rencontré un vif succès. Pendant 7 jours, dans quatre communes (Les Mureaux, Aubergenville, Meulan, Rosny), treize débats ont été organisés par une vingtaine d'associations locales, favorisant la rencontre, le débat et l'information de près de 800 personnes.

Les points forts ont été un débat sur "l'Ecole n'est pas une entreprise" à Rosny regroupant près de 150 participants et aux Mureaux, 170 personnes autour du film-débat " la ballade des sans-papiers" et un week-end bien rempli !

Le FSL , a donc décidé de continuer à proposer de la façon la plus large et permanente cet espace de débat et cette dynamique d'action sur les thèmes de l'altermondialisation, sans attendre une autre échéance annuelle.

Ainsi toutes les associations, tous les citoyen(ne)s, venant du Val de Seine, et désireux(ses) de rejoindre le FSL sont les bienvenu (e)s. Et aujourd'hui aux Mureaux, il faut compter avec le FSL !

ATTAC 78 Nord, fort engagé depuis le début dans ce FSL , continue d'apporter sa contribution active et militante !

Projets et réalisations du FSL pour 2004

AGCS : conjointement à la Réunion-débat le 14/12 sur l'Accord Général sur le Commerce des Services avec le film "le bien commun", une motion " commune Hors AGCS " est présentée et votée unitairement par les partis de gauche du Conseil municipal le 18 décembre ! (voir autre article). D'autres communes du Val de Seine sont sollicitées pour suivre !

EXTREME DROITE : participation au débat public le 23/01(50personnes) à l'initiative de Ras l'Front, membre du FSL , sur les dangers du FN, soutien à une riposte contre un article diffamatoire du FN dans le journal municipal à l'encontre de RLF... à suivre,

ECOLE : D'autres débats, publics avec les syndicats enseignants et associations de parents en prévision en avril,

GUERRES : préparation de la manif mondiale du 20 mars,

SANS PAPIERS : un groupe de travail est constitué, soutien aux actions du CEFY(Collectif Français Etrangers en Yvelines) et participation active des délégués de SP au FSL : objectif rendre visible une situation inhumaine dont les causes sont le néocolonialisme, par la rencontre, les initiatives publiques festives ou de débats

LOGICIELS LIBRES : un atelier de mise en place est prévu avant l'été

LOGEMENT, FEMMES : en projet.

Le FSL se réunit tous les 15 jours le lundi soir à l'espace de quartier Gérard Philippe.

Un site à visiter : www.fsl.valdeseine.fr

Mail : fslvaldeseine@free.fr, tel 06 71 66 90 59

Une Victoire pour l'environnement avec le Collectif pour l'Amélioration des Pollutions Urbaines et Industrielles (CAPUI) ... plus un combat qui reste à mener

Une grande victoire pour les populations des communes environnantes de la station d'épuration des eaux usées de l'agglomération parisienne d'ACHERES qui est enfin soumise aux dispositions de la loi sur l'eau de 1992. Il aura fallu une quinzaine d'année de batailles des membres du collectif CAPUI

Un autre combat concernant les nuisances aériennes que nous subissons tous sur la région est déjà engagé, depuis plusieurs mois, à l'encontre de l'Aéroport de Paris, il prend la forme entre autres de tracasseries administratives individuelles pour varier un peu. Il s'agit pour faire simple de faire jouer nos assistances juridiques familiales. Pour en savoir plus sur Collectif pour l'Amélioration des Pollutions Urbaines et Industrielles (CAPUI) et/ou en faire plus (modèles de déclaration aux assurances) me contacter au 01 39 72 59 86

Patrick Vachon

Le groupe local de Houilles

fête son premier anniversaire au mois de mars. Au cours des réunions mensuelles, un groupe d'une dizaine de personnes s'est constitué, autour duquel gravite un nombre de sympathisants d'un nombre au moins équivalent. Après une phase de présentations, de mise en commun des idées et thèmes à aborder, nous nous sommes concentrés sur les questions de santé (plan hôpital 2007, réforme de la Sécurité sociale, fermeture des structures locales), grâce à la présence dans notre groupe de Lucette Guibert, qui fait aussi le lien avec le comité local de Yvelines Nord. Nous avons donc participé au colloque de St Germain en novembre, puis rédigé un tract d'information et organisé une réunion publique à Houilles le 23 janvier.

Autre thème sur lequel nous travaillons : la défense des services publics. A l'initiative de P. Gineste, nous étudions le projet de faire un état des lieux de ces services sur notre commune. Beaucoup d'autres sujets nous tiennent à cœur sur lesquels nous nous pencherons lorsque le groupe aura pris un peu plus d'ampleur. Enfin, nous avons établi des relations avec des associations, partis qui ont des

préoccupations identiques aux nôtres, et d'ores et déjà des participations, échanges, rencontres ont eu lieu qui laissent bien présager de l'émergence à Houilles d'une force de discussion, propositions, lutte et information qui pourrait prendre la forme de forums sociaux locaux réguliers.

Martine Bertrand Ramirez.

Un plan de paix au Proche-Orient : "Le Pacte de Genève"

Le 1er décembre 2003 a eu lieu le lancement d'un nouveau plan de paix au Proche-Orient : "Le Pacte de Genève". L'initiative de Genève innove par rapport aux plans précédents en se concentrant sur les nœuds du conflit israélo-palestinien (les frontières, les colonies, Jérusalem et les réfugiés palestiniens), ordinairement renvoyés au terme des processus de réconciliation. Elle vise un accord de paix définitif et la création d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël. C'est un plan minutieux proposé par Abed Rabbo (Palestinien) et Yossi Beilin (Israélien) pour tenter de régler un conflit vieux de plus d'un demi-siècle. Si les conclusions de ce document n'engagent que ses rédacteurs et peuvent faire l'objet d'améliorations, son existence même oblige à un débat, notamment au sein des sociétés israélienne et palestinienne. Rejetant les logiques d'affrontement ou de ségrégation dont la manifestation la plus détestable est la construction d'un mur, les initiateurs de ce document interpellent tous ceux qui souhaitent que s'établisse une paix durable, laquelle doit avoir pour fondement la reconnaissance des droits du peuple palestinien tels que consacrés par les résolutions des Nations unies et l'existence de l'Etat d'Israël. C'est le début d'une campagne de la société civile internationale en faveur d'une autre voie de règlement du conflit entre Palestiniens et Israéliens. Saluons donc ce plan et l'espoir qu'il représente.

Informations recueillis par Gerty dans le journal de la LDH et " Le Monde "

Nos prochaines réunions à 20h30

Mercredi **10 mars** Les Mureaux SRV

Mardi **6 avril** Conflans salle Fin d'Oise

Mercredi **12 mai** Les Mureaux SRV

Dimanche **6 juin** Assemblée générale Conflans 12h salle Fin d'Oise . 4